

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6, avenue du Général de Gaulle – CS 90 254
43 009 Le Puy-en-Velay Cedex

Le Puy-en-Velay, le 14/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 07/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRANGER FRERES SA

BP 25
Rue du Calvaire
43 600 Sainte-Sigolène

Références : UID4243-EAR-024-080
Code AIOT : 0005601395

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2024 dans l'établissement GRANGER FRERES SA implanté Z.I. des Taillas 43600 Sainte-Sigolène. L'inspection a été annoncée le 07/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANGER FRERES SA
- Z.I. des Taillas 43 600 Sainte-Sigolène
- Code AIOT : 0005601395
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Granger frères SA est spécialisée dans l'extrusion et réalise également une activité d'impression par flexographie.

Elle fonctionne 24 h/24, 7 j/j, à l'exception d'une semaine en décembre et de 2 semaines en août.

Elle produit notamment des films plastiques et des sacs, et depuis 2017, elle a transféré quasiment toute son activité d'impression à la société G'IMPRIM.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée. »

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	liste des installations classées	AP Complémentaire du 29/09/2016, article 1	Demande d'action corrective	6 mois
2	émissions aériennes	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	Demande d'action corrective	3 mois
3	émissions aériennes	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 30-19	Demande d'action corrective	3 mois
4	émissions aériennes	AP Complémentaire du 29/09/2016, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
5	Rétentions	AP Complémentaire du 29/09/2016, article 6	Demande d'action corrective	1 mois
6	Stockage	AP Complémentaire du 29/09/2016, article 8	Demande d'action corrective	3 mois
7	Dispositions constructives	AP Complémentaire du 29/09/2016, article 9	Demande d'action corrective	1 mois
8	Commandes de désenfumage	AP Complémentaire du 29/09/2016, article 10	Demande d'action corrective	6 mois
9	Moyens de défense contre l'incendie	AP Complémentaire du 29/09/2016, article 11	Demande d'action corrective	1 mois
10	Mesure de bruit	AP Complémentaire du 19/11/2004, article 7.4	Demande d'action corrective	12 mois
11	Cuvettes de rétention	Arrêté Préfectoral du 19/11/2004, article 5.4.2	Demande d'action corrective	1 mois
12	Local de charge de batteries	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe 1, paragraphe 2.2.13	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au-delà des documents administratifs à mettre à jour et à transmettre à l'inspection, il y a une réelle préoccupation concernant le risque incendie :

- Certaines commandes de désenfumage sont manquantes et les défauts mentionnés sur le rapport de vérification périodique ne sont pas corrigés ;
- Les extincteurs et les RIA sont trop souvent masqués et/ou rendus inaccessibles par la présence d'obstacles (palette vide, palette de stockage....).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : liste des installations classées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/09/2016, article 1
Thème(s) : Situation administrative, activités autorisées
Prescription contrôlée : Rubrique 2450-2-a ateliers de reproduction graphique sur tout support utilisant une forme imprimante – impression par flexographie – 495 kg/j (A) Rubrique 2661-1-a transformation de polymères par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression – extrusion de matières plastiques – 250t/j (A) Rubrique 2662-2 stockage de polymères – stockage de granules plastiques en sacs et en silos – 9600m3 (E) Rubrique 2661-2-b transformation de polymères par des procédés exclusivement mécanique – broyage rébuts de fabrication – 16t/j (D) Rubrique 2663-2-c produit dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères – stockage de produits finis ou semi-finis – 1500 m ³ (D) Rubrique 2910-a-2 installation de combustion consommant exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, des fiouls lourds – chaudière gaz, chaudière fioul, groupe électrogène – 7MW (D) Rubrique 4802-2-a Gaz à effet de serre fluorés ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone : équipements frigorifiques ou climatiques – groupes froids – 700kg (D)
Constats : Au cours d'un bilan rapide par échange oral, l'exploitant a indiqué que les activités liées à l'installation n'ont pas changé, excepté pour les activités relevant de la rubrique 2450-2-1 : ateliers de reproduction graphique tout support utilisant une forme imprimante - impression par flexographie. L'arrêt de l'activité de production des "sacs de caisse" et le transfert de la majorité des activités d'impression vers l'entreprise voisine G'Imprim ont entraîné une diminution importante de la quantité quotidienne d'encre utilisés. La quantité totale de solvants mise en œuvre s'élève, au titre de l'année 2023 à 18,5 tonnes, bien inférieure aux 226 tonnes annuelles de l'années de référence (2000). Depuis la signature de l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2016, la nomenclature des installations classées a été plusieurs fois modifiée. Des rubriques ont été créées ou modifiées, le classement des activités exercées est ainsi susceptible de relever des rubriques suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 1978 : solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrée de la pollution) utilisant des)). Selon les informations recueillies au cours de la visite, les activités du site semblent relever du régime de déclaration au titre de la rubrique 1978-3.• 1185 : Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n°842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). Cette rubrique se substitue à la rubrique 4802.• 1510 : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles, en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements

recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. Les critères de classement au titre de cette rubrique ont été modifiés, un guide disponible ici https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/Guide%20AM_fev20023_vF0.pdf précise les modalités de calcul pour évaluer le classement.

Pour ces rubriques, aucune déclaration des droits acquis n'a été transmise à monsieur le préfet de la Haute-Loire en application de l'article L.513-1 du Code de l'environnement

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai de 6 mois, l'exploitant évaluera le classement des activités de son site en regard des évolutions de la nomenclature des installations classées. Si les activités exercées relèvent de nouveaux classements, les éléments permettant de justifier d'un bénéfice des droits acquis au titre de l'article L.513-1 du Code de l'environnement seront transmis

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1

Thème(s) : Risques chroniques, air

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvant par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est >30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

Constats :

L'installation consommant plus d'une tonne de solvant par an, l'exploitant doit mettre en place un plan de gestion des solvants (PGS).

Au cours de la visite, l'exploitant a été en mesure de nous présenter le PGS de l'année 2023.

Son examen en salle a permis de constater qu'il nécessite d'être complété sur les aspects suivants :

- Les flux « sortants » de l'installation sont tous assimilés à des émissions diffuses (O4) alors que la visite des installations et les échanges ont permis de constater que des COV sont rejetés via les émissions canalisées (O1) et les déchets (O6) ;
- Pour les déchets, le taux de solvants présents devra être déterminé sur la base d'analyse visant à déterminer le taux d'extraits secs.

L'exploitant pourra se référer au guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants réalisé par INERIS pour la rédaction de son plan de gestion des solvants complet.

Lors de l'inspection, il a été constaté la présence d'un fût de colle « polybutène » à proximité d'une ligne de production et la FDS correspondante a été consultée à l'issue de l'inspection. Les informations qu'elle contient ne permettent pas de déterminer s'il s'agit d'un solvant susceptible d'être source d'émissions de COV. Il est à prendre en compte dans le PGS pour les raisons suivantes :

- L'arrêté ministériel du 2 février 1998 indique : on entend par « composé organique volatil » (COV) tout composé organique, à l'exclusion du méthane, ayant une pression vapeur de

0,01 kPa ou plus à une température de 293,15° Kelvin ou ayant une volatilité correspondante dans des conditions d'utilisation particulières ;

- La pression vapeur mentionnée au point 9 de la FDS du polybutène est : < 0,1 kPa à 20°C. Ainsi, il est impossible de déterminer si ce produit répond à la définition de l'arrêté du 2 février 1998, le seuil mentionné dans la FDS < 0,1 kPa étant supérieur au seuil de définition d'un COV de 0,01 kPa.

En suivant cet exemple, l'exploitant portera une attention particulière aux informations présentes sur les FDS des produits utilisés pour déterminer la présence et la nature des solvants contenus pouvant être source d'émission de COV et à prendre en compte dans le PGS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection un plan de gestion des solvants exhaustif et à jour dans un délai de 3 mois.

Pour le cas du « polybutène », sous un délai de 3 mois, l'exploitant doit prendre contact avec le fournisseur afin d'obtenir des informations détaillées sur la pression de vapeur et ainsi déterminer si ce produit doit être pris en compte dans le PGS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 30-19

Thème(s) : Risques chroniques, air

Prescription contrôlée :

Autres ateliers d'héliogravure, flexographie, impression sérigraphique en rotative, contrecollage ou vernissage, impression sérigraphique sur rotative textiles/cartons : les dispositions du 1er alinéa du a du 7° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes :

La valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimés en carbone total, est de 75mg/m³.

Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser : 25 % de la quantité de solvant utilisée si la consommation de solvants est inférieure ou égale à 25 t/ an ;

20 % de la quantité de solvant utilisée si la consommation de solvants est supérieure à 25t/ an

Constats :

L'exploitant a mis en place un schéma des émissions (voir point de contrôle ci-après), il n'est donc pas tenu d'effectuer d'analyses des émissions atmosphériques.

L'exploitant a indiqué avoir prévu de réaliser prochainement ce type d'analyses. Les résultats permettront de déterminer le taux des émissions diffuses qui ne doit pas dépasser 25% de la quantité de solvants utilisée, la consommation de solvants étant inférieure à 25 t/an.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai de 3 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection les résultats des analyses des émissions atmosphériques et les résultats de la campagne d'analyse des émissions en COV NM. Il veillera à prendre en compte tous les émissaires susceptibles d'être à l'origine d'émissions (cf constat précédent et cas de la colle polybutène si susceptible d'être à l'origine d'émissions de COV NM).

<p>Ces résultats seront intégrés au plan de gestion des solvants et permettront de calculer le taux des émissions diffuses.</p> <p>Lors de la prise en compte des résultats d'analyses d'effluents canalisés dans le PGS, l'exploitant doit veiller à convertir les résultats exprimés en "équivalent carbone" en masse de solvants.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : émissions atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/09/2016, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'un schéma de maîtrise des émissions, l'émission annuelle cible de composés organiques volatils est fixée à 3,14 kg de COV par kg d'extraits secs utilisés dans les encres.</p> <p>L'utilisation de substances de mentions de danger H340 ,H350, H350i, H360D ou H360F et substances halogénés de mention de danger H341 ou H351 est interdite.</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées avant le 1er avril de chaque année le plan de gestion des solvants de l'année précédente, en précisant la quantité d'extraits secs utilisés durant la même période et l'informe de ses actions visant à réduire la consommation de solvants.</p> <p>Tous les justificatifs utilisés pour établir ces bilans sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un schéma de maîtrise des émissions. L'émission annuelle cible est fixée à 3,14 kg de COV par kg d'extraits secs utilisés.</p> <p>Pour l'année 2023, l'EAC calculée à partir du PGS est non conforme, elle est égale à 4,06 kg de COV par kg d'extraits secs utilisés.</p> <p>Cette dernière a été établie sur la base des consommations de solvants de l'année de référence (2000) où la consommation de solvants était de 226 tonnes. Elle n'est plus que de 18,5 tonnes (2023). Ainsi, l'année 2000 ne peut plus être considérée comme une année de référence et l'émission annuelle cible n'est plus représentative des activités exercées.</p> <p>Un examen des FDS par sondage à partir du logiciel de gestion utilisé par l'entreprise n'a pas permis de détecter la présence de solvants comportant les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, ni la présence de solvants halogénés de mention de danger H341 ou H351.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant devra se prononcer entre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conserver un schéma de maîtrise des émissions de COV ; dans ce cas, il devra actualiser l'émission annuelle cible au regard de l'évolution des activités du site en s'appuyant sur les données du PGS d'une année qu'il juge représentative du fonctionnement de l'exploitation depuis la forte diminution des activités d'impression. Il pourra s'appuyer sur la circulaire du 23/12/2003 relatives aux installations classées. Schéma de maîtrise des émissions de composés organiques volatils; - Renoncer au schéma de maîtrise des émissions, auquel cas, il devra réaliser des mesures annuelles

des émissions atmosphériques permettant de vérifier le respect des valeurs limites d'émissions relatives au COV définies au 19 de l'article 30 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Rétentions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/09/2016, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes dispositions sont prises pour que les liquides répandus à la suite d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ne puissent gagner directement le milieu récepteur.</p> <p>En particulier, concernant les extensions déclarées dans le dossier de demande d'autorisation de 2003 et dans le dossier de demande d'enregistrement de 2016, ces liquides sont respectivement recueillis dans deux rétentions de 1000 et 816 m³ constituées par les niveaux bas de ces extensions. Ces volumes doivent être libres en permanence. L'étanchéité de ces rétentions doit faire l'objet annuellement d'un examen visuel approfondi.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rétentions sont situées sous le bâtiment. Il n'est possible d'y accéder que par une trappe. Au cours de la visite, les conditions d'accès et le temps disponible n'ont pas permis de visiter ces rétentions. Il a toutefois pu être constaté la présence de grilles de collecte au niveau du rez-de-chaussée qui permettraient d'orienter les effluents vers le sous-sol.</p> <p>L'exploitant indique que le service maintenance effectue un examen visuel annuel approfondi de l'étanchéité de ces rétentions, mais n'a pas été en capacité de fournir une preuve de cet examen.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant mettra en place un système de suivi et transmettra à l'inspection un document attestant que les rétentions ont bien été contrôlées dans un délai de 1 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Stockage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/09/2016, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, prévention des risques
Prescription contrôlée : Stockages extérieurs : les stocks extérieurs de matières premières sont aménagés en zone de 600 m ³ maximum séparées les unes des autres d'un espace libre de 8 mètres de large au moins. Stockages intérieurs : chaque stockage intérieur de matières plastiques est divisé en îlots dont la surface maximale au sol est de 400 m ² . Des passages libres, d'au moins 2 mètres de largeur, entretenus en état de propreté sont réservés latéralement autour de chaque îlot, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie. Dans tous les cas le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisé à des fins de stockage. Une distance minimale d'un mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure
Constats : Les stockages extérieurs sont aménagés en zones séparées par des espaces libres. Lors de l'inspection, il n'a pas été possible de mesurer précisément la largeur de ces espaces libres. Néanmoins, il semble que les espaces soient de l'ordre des 8 mètres prescrits. Concernant le stockage intérieur, il est organisé en îlot et les passages libres entre chaque îlot ont une largeur de l'ordre de 2 mètres. Néanmoins, la distance minimale d'1mètre par rapport aux parois et aux éléments de structure n'est pas respectée. L'exploitant indique rencontrer des difficultés pour organiser l'entreposage des différents produits, notamment pour des raisons de "manque de place".
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de 1 mois, l'exploitant devra proposer une stratégie pour réorganiser les stockages intérieurs afin qu'une distance minimale de 1 mètre par rapport aux parois et aux éléments de structure soit respectée. Dans un délai de 3 mois, cette distance minimale d'éloignement devra être respectée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/09/2016, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, prévention des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) Concernant l'extension déclarée dans le dossier de demande d'enregistrement présenté le 10 mars 2016, les dispositions suivantes sont prises : l'isolement avec le bâtiment mitoyen se fait par un mur béton auto-stable R 120 avec dépassement en toiture et en partie verticale ;</p> <p>La structure du rez de chaussée est entièrement en béton coupe-feu 2 heures (dallage, mur et plancher haut du sous-sol) ;</p> <p>La structure de l'étage, hormis le mur mitoyen est métallique ;</p> <p>Le monte-charge reliant les deux étages est coupe-feu 2 heures ;</p> <p>Les portes coulissantes séparant l'extension et le bâtiment existant sont coupe-feu 2 heures asservis des détecteurs autonome déclencheurs avec fusible thermique de fermeture ;</p> <p>L'extension est entièrement sprinklée ;</p> <p>Une détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique. Dans ce cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection précoce de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et réalise une étude technique permettant de le démontrer.</p>
<p>Constats :</p> <p>La structure du rez-de-chaussée de l'extension est construite en béton et la structure de l'étage est en métal. Le mur séparatif est en béton. Il est cependant équipé de plusieurs parois vitrées. L'exploitant n'est pas en capacité de justifier si elles assurent un degré de tenue au feu identique à celui exigé pour le mure.</p> <p>Le monte-charge n'a jamais été installé.</p> <p>Les portes séparatives ont été vérifiées par échantillonnage. Les signalétiques examinées ont permis de vérifier qu'elles sont coupe-feu 2 heures (marquage EI 120).</p> <p>La porte coulissante implantée à l'étage au niveau de la paroi séparative coupe feu 2 heures avait une mention "ne fonctionne pas" sur l'affiche de vérification. L'exploitant n'a pas été en capacité d'apporter des précisions sur l'origine de ce dysfonctionnement.</p> <p>Le système de sprinklage est visible dans toute l'extension. Selon l'exploitant, il assure également la fonction de détection incendie. Sur détection, et selon les informations fournies par l'exploitant, la centrale d'alarme envoie un message automatique sur les téléphones des personnes désignées.</p> <p>L'exploitant a indiqué également que compte tenu des horaires de travail, il y a une présence humaine constante dans l'installation, hors périodes de fermeture (2 à 3 semaines par an).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera :</p> <ul style="list-style-type: none">- Dans un délai de 1 mois : la remise en bon état de fonctionnement de la porte coupe feu 2 heures installée au niveau de la paroi séparative;- Dans un délai de 3 mois : le degré de tenue au feu des parois vitrées présentes dans le mur séparatif au niveau de l'étage de l'extension. En cas de degré de tenue insuffisant, il proposera

sous ce même délai un plan d'actions visant à la mise en conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois et 3 mois

N° 8 : Commandes de désenfumage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/09/2016, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, prévention des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le désenfumage des locaux et de la passerelle se fera de façon naturelle par des châssis en façade ou en toiture, la commande d'ouverture des exutoires étant automatique ;</p> <p>Concernant l'extension déclarée dans le dossier de demande d'enregistrement présenté le 10 mars 2016, les dispositions suivantes sont prises : les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage ;</p> <p>Une commande manuelle est facilement accessible depuis chacune des issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande ;</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas d'un bâtiment divisé en plusieurs cantons ou cellules ;</p> <p>La commande manuelle des DENFC est au minimum installée en deux points opposés de chaque cellule ;</p> <p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique s'il existe ;</p> <p>En présence d'un système d'extinction automatique, les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans l'extension objet de la demande d'enregistrement du 10 mars 2016, tant au niveau du sous-sol qu'au niveau de l'étage, il n'a été constaté qu'une seule commande manuelle de chaque dispositif de désenfumage alors que l'article 10 de l'APC du 29/09/16 prescrit que cette commande manuelle doit être au minimum installée en deux points opposés de chaque cellule.</p> <p>La dernière vérification des commandes de désenfumage a été réalisée par un organisme extérieur en avril 2023. Deux observations ont été portées sur le rapport de contrôle : une commande inutilisable et un dispositif non fonctionnel (commandes installées dans les "anciens bâtiments"). Les actions correctives nécessaires n'ont pas été mises en oeuvre (la visite a permis de voir les dispositifs concernés).</p> <p>L'ouverture des trappes de désenfumage et le réarmement depuis le sol n'ont pas été testés au cours de la visite.</p> <p>Selon l'exploitant, le déclenchement automatique des désenfumages est réalisé par des dispositifs fusibles implantés au niveau des ouvertures. Il n'a pas connaissance de la température de déclenchement de ces dispositifs.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un délai de 3 mois, l'exploitant justifiera :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La remise en état des commandes ayant fait l'objet d'observations lors de la vérification d'avril 2023 et l'organisation mise en place pour assurer le suivi des observations relevées lors des contrôles; - la température d'ouverture automatique des dispositifs de désenfumage et la température d'éclatement des ampoules des têtes de sprinklage. <p>Sous un délai de 6 mois, l'exploitant mettra en place un report des commandes de désenfumage au niveau du bâtiment objet de la demande d'enregistrement du 10 mars 2016 afin que la commande manuelle des DENFC soit au minimum installée en deux points opposés de chaque cellule.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois et 6 mois

N° 9 : Moyens de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/09/2016, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, prévention des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</p> <p>De plans de locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.4 ;</p> <p>D'un poteau d'incendie interne à l'établissement en face de l'extension déclarée dans le dossier de demande d'enregistrement assurant un débit de 116m³/h pour une durée d'au moins 5 heures ;</p> <p>D'un poteau d'incendie externe à l'établissement situé allée Louis Pasteur assurant un débit de 153 m³/h pour une durée d'au moins 4 heures et situé à moins de 150 mètres du poteau d'incendie interne ;</p> <p>D'une réserve incendie de 2000m³ en face de l'entrée principale du site de l'exploitant ;</p> <p>D'un dispositif d'extinction automatique ;</p> <p>De robinets d'incendie armés ;</p> <p>D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieurs et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (extincteurs, RIA, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu par exemple) conformément aux référentiels en vigueur</p>
<p>Constats :</p> <p>Les plans des locaux n'indiquent pas l'emplacement des commandes manuelles des dispositifs de désenfumages.</p>

Un poteau d'incendie interne à l'établissement est présent.

Un poteau d'incendie externe à l'établissement est présent dans l'allée Louis Pasteur (au niveau du 9). Le temps disponible au cours de la visite n'a pas permis d'aller contrôler sa présence effective, mais des vues aériennes « internet » montrent qu'il serait effectivement présent.

L'exploitant n'a pas été en capacité de préciser si ces poteaux peuvent délivrer le débit prescrit.

La réserve d'incendie de 2000m³ est présente également. Il s'agit d'une réserve commune à plusieurs installations qui appartiendrait à la municipalité. Elle paraît ancienne et est détériorée : de nombreux trous sont visibles au niveau de la bâche d'étanchéité et de la végétation se développe (arbres notamment). Un entretien apparaît indispensable mais l'exploitant a indiqué qu'il n'en a pas la maîtrise.

Le site est équipé d'une installation de sprinklage, de RIA et d'extincteurs répartis sur l'ensemble des installations. Ces systèmes ont été vérifiés par des organismes extérieurs, l'exploitant a présenté les rapports de vérification datant du 21 mars 2023 pour les RIA et les extincteurs (les vérifications au titre de l'année 2024 ont été réalisées mais les rapports n'étaient pas encore disponibles). Aucune observation n'a été notée. Par manque de temps au cours de la visite, les conditions de vérification et les rapports de contrôle concernant l'installation de sprinklage n'ont pas été consultés.

Concernant les extincteurs et les RIA, il a été constaté, plus particulièrement dans les zones dédiées au stockage, la présence d'obstacles empêchant la visibilité et l'accès à ces moyens de défense contre l'incendie. Si dans certains cas, il s'agissait d'obstacles légers (palette vide), dans d'autres cas, et notamment dans l'extension de 2016, il s'agissait d'obstacles lourds (stockage de produits). Une issue de secours était également rendue inaccessible par des matières entreposées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai de 1 mois, l'exploitant :

- justifiera de la mise à jour des plans des locaux afin d'identifier l'implantation des commandes de désenfumage;
- informera le gestionnaire de la zone du mauvais état de la réserve d'eau incendie de 2000 m³ et de la nécessité de sa remise en état;
- mettra en œuvre les dispositions nécessaires pour que la totalité des RIA et extincteurs présents dans les installations soient facilement accessibles. Pour ce point, en l'absence de justification des actions correctives nécessaires sous le délai demandé, il sera proposé à monsieur le préfet de Haute-Loire de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement (mise en demeure);

Sous un délai de 3 mois, l'exploitant justifiera que les poteaux incendie présents sont en capacité de délivrer les débits prescrits.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Mesure de bruit

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/11/2004, article 7.4
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : L'exploitant fera réaliser tous les 3 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement, pendant une période de fonctionnement normal des installations classées. Ces mesures devront permettre d'apprécier le respect des valeurs limites d'émergence fixés au 7.3 de l'AP source
Constats : L'exploitant a présenté une étude d'impact acoustique réalisée en 2022 portant sur 4 entreprises de la ZI des Taillas dont le site Granger Frères. Cette étude se concentre sur l'origine des nuisances sonores ressenties au lieu-dit le Picard situé au nord de l'installation. Cette étude indique que le site Granger Frères ne semble pas accueillir de sources sonores audibles au lieu-dit le Picard. Le document 2022.040.1 "Déterminer les niveaux de référence par la mesure des niveaux de bruits résiduels en limite de propriété et dans les zones de voisinage" auquel il est fait référence dans l'étude d'impact n'a pas été présenté. Ainsi, selon les éléments consultés, il semblerait qu'aucune mesure d'émergence n'a été effectuée concernant les habitations situées au sud et à l'ouest du site, ni celles situées au nord et plus proches du site que le lieu-dit le Picard.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de 12 mois, l'exploitant devra transmettre à l'inspection une étude de bruit permettant d'apprécier le respect des valeurs limites d'émergence et des niveaux sonores fixés au 7.3 de l'APC du 19/11/2004.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 11 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2004, article 5.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs : <ul style="list-style-type: none">• 100% de la capacité du plus grand réservoir;• 50% de la capacité des réservoirs associés. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, la capacité de rétention est au moins égale à: <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquide inflammable, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts;• dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts;• dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres. La cuvette de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. (...)
Constats : Lors de la visite, il a été constaté : <ul style="list-style-type: none">• Dans le local des encres, les fûts contenant les encres n'étaient pas tous sur rétention.• Au niveau de l'aire de lavage extérieure, un GRV de 1000 litres contenant des eaux souillées et des fûts d'huiles n'étaient pas sur rétention.• Au niveau d'une installation de traitement d'eau souillées installée dans l'extension de 2016, un GRV de 1000 litres contenant des effluents souillés n'est pas associé à une capacité de rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un délai de 1 mois, l'exploitant devra justifier que tous les stockages contenant des produits susceptibles de polluer les eaux ou les sols soient munis de rétentions dûment dimensionnées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Local de charge de batteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe 1, paragraphe 2.2.13
Thème(s) : Risques accidentels, prévention incendie
Prescription contrôlée : (...) La recharge des batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. (...)
Constats : Lors de la visite, plusieurs points de recharge de batteries ont été identifiés. Ces points de recharge étaient à moins de 3 mètres de toute matière combustible. La protection contre les courts-circuits n'a pas été contrôlée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de 3 mois, l'exploitant devra mettre en œuvre un plan d'actions pour que les points de recharge de batteries soient distants de 3 mètres de toute matière combustible. Il devra également apporter la preuve que ces points de recharge sont protégés contre les courts-circuits.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois